

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Martigues, le 29 mars 2011

Rapport de l'Inspecteur des Installations Classées

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Société ASCOMETAL à Fos-sur-Mer

CONTEXTE

Le décret n° 2001-63 du 18 janvier 2001 modifiant le décret du 2 février 1987 (codifié par les articles R543-17 à R.543-41 du code de l'environnement) impose aux détenteurs d'appareils contenant des PCB, pour une concentration supérieure à 500 ppm, la réalisation d'un inventaire et d'un plan d'élimination de ceux-ci. Ce plan doit prévoir un calendrier de décontamination ou d'élimination de ces appareils qui garantisse leur décontamination ou leur élimination au plus tard pour le 31 décembre 2010.

L'exploitant a adressé sa déclaration d'appareils contenant des PCB à la Préfecture des Bouches-du-Rhône le 20 avril 2001, 104 appareils étaient concernés.

Une demande d'aménagement a été accordé le 08 janvier 2003 et inscrite au plan national approuvé par arrêté ministériel du 26 mars 2003.

A fin 2009, 86 appareils contenant des PCB ont été éliminés conformément au plan, 18 appareils devaient donc être éliminés en 2010.

Par courrier en date du 15 avril 2010 l'exploitant a sollicité un report à fin 2012 de l'échéance du plan précité et l'élimination des 18 derniers appareils pour les motifs suivants :

- difficultés financières de l'exploitant suite à la crise économique de 2008,
- forte sollicitation des fournisseurs d'équipements de remplacement entraînant de fortes incertitudes sur les délais de livraison pour la fin de l'année 2010.

Par mail du 06 mai 2010, la DREAL a informé l'exploitant que la date du 31 décembre 2010 était impérative et qu'aucun délai ne serait accordé.

Par courrier en date du 03 février 2011 adressé au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, l'exploitant dresse l'état d'avancement du plan d'élimination. Au 1^{er} janvier 2011, l'exploitant déclare qu'il reste 8 appareils à éliminer et que le plan sera définitivement soldé en septembre 2011.

Par courrier du 10 février 2011 l'exploitant a informé l'Inspection des Installations Classées de la découverte de 4 nouveaux transformateurs contenant des PCB.

Par mail du 21 février 2011, le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement a informé l'exploitant des sanctions encourues suite au dépassement de l'échéance du plan d'élimination.

Suite à la visite de l'Inspection des Installations Classées sur le site, la situation au 21 mars 2011 est la suivante :

- 4 équipements ont été remplacés depuis le début de l'année,
- 2 équipements déjà livrés étaient en attente de mise en service, l'exploitant rencontrant un problème technique sur ces appareils ; le délai de mise en service n'est pas connu à ce jour,
- 2 équipements seront livrés vers le 20 mai 2011 et mis en service dès que possible,
- pour les 4 appareils découverts début 2011 l'exploitant a débuté des consultations pour procéder à leur remplacement dans les meilleurs délais sans toutefois indiquer d'échéance.

Selon les indications fournies par l'exploitant tous ces appareils ont une teneur en PCB supérieure à 500 ppm. En conséquence ces appareils devaient être décontaminés ou éliminés pour le 31 décembre 2010. A ce jour l'exploitant doit encore procéder à la décontamination ou à l'élimination de 8 appareils contenant des PCB.

PROPOSITIONS – CONCLUSIONS

Compte tenu que l'exploitant n'a pas respecté l'échéance du 31 décembre 2010 pour procéder à l'élimination des appareils contenant du PCB, conformément à l'article R.543-30 du code de l'environnement, nous proposons donc à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure, en application de l'article L 514-1 du code de l'environnement, la société ASCOMETAL à Fos-sur-Mer de procéder à l'élimination ou la décontamination des huit appareils contenant des PCB, pour le 30 juin 2011.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport.